

N° 1685.

Sociétés/DV

"RECTICEL", société anonyme à Evere (1140 Bruxelles), avenue des Olympiades, 2.

Numéro d'Entreprise : TVA BE 0405.666.668 (RPM Bruxelles).

Renouvellement du capital autorisé.

Renouvellement des autorisations conférées au conseil d'administration d'acquisition et aliénation d'actions propres.

Modifications aux statuts.

XXXXX

L'AN DEUX MILLE TREIZE.

Le vingt-huit mai, à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de dix heures.

Au siège social, à Evere (1140 Bruxelles), avenue des Olympiades, 2.

Par devant Nous, David INDEKEU, notaire à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "RECTICEL" (Numéro d'Entreprise : TVA BE 0405.666.668 (RPM Bruxelles)), dont le siège social est établi à Evere (1140 Bruxelles), avenue des Olympiades, 2, constituée sous la dénomination "POUDRERIE DE CASTEAU", suivant acte reçu par Emile DELANNEY, notaire à Mons, le dix-neuf juin mil huit cent nonante-six, publié à l'annexe au Moniteur Belge du quatre juillet mil huit cent nonante-six, sous le numéro 2422, et dont les statuts ont été modifiés à diverses reprises et en dernier lieu suivant procès-verbal dressé par David Indekeu, notaire soussigné, le dix-sept juin deux mille onze, publié à l'annexe au Moniteur Belge du quatorze juillet deux mille onze, sous le numéro 11107214.

COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE.

L'assemblée se compose des actionnaires dont les nom, prénoms, demeure, ou les dénomination et siège sociaux, ainsi que le nombre de titres dont chacun d'eux se déclare propriétaire, sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

En conséquence, la comparution devant nous, notaire, est arrêtée comme en la liste de présence précitée, à laquelle les parties déclarent se

référer ; cette liste de présence, signée par le Président, le secrétaire et le scrutateur, qui l'ont reconnue exacte, a été revêtue d'une mention d'annexe signée par nous, notaire.

Les procurations, mentionnées en ladite liste de présence, demeureront ci-annexées.

BUREAU.

Conformément à l'article 33 des statuts, l'assemblée est présidée par le Président du Conseil d'Administration, le Vicomte Etienne **DAVIGNON**, né à Budapest (Hongrie) le quatre octobre mil neuf cent trente-deux, demeurant à 1150 Bruxelles, avenue des Fleures 12.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur **VERBRUGGEN** Dirk, né à Reet, le sept juin mil neuf cent soixante-neuf, demeurant à 2840 Reet (Rumst), Eikenstraat, 74.

L'assemblée choisit comme scrutateurs :

- Monsieur Maurice ROMBERG, né à Etterbeek, le 24 août 1942 (NN : 42.08.24.005.19), domicilié à 1950 Kraainem, avenue des Hortensias, 21.
- Monsieur Philippe JOUS, né à Wilrijk, le 15 mars 1948, (NN : 48.03.15.091.03), domicilié à 1950 Kraainem, avenue du Val au bois, 22.

DECLARATION DU PRESIDENT.

Monsieur le Président déclare :

Que la présente société fait ou a fait appel public à l'épargne.

Monsieur le Président expose ensuite :

EXPOSE DE L'ORDRE DU JOUR.

Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Proposition faisant l'objet de la première résolution de supprimer, à compter du 28 mai 2013, à l'issue de l'assemblée générale ordinaire, les actions au porteur.

Modifications en conséquence à compter de la dite date des articles 9 (nature des actions), 11 (cession d'actions), 30 (convocation aux

assemblées) et 31 (formalités d'accès aux assemblées) des statuts.

Le paiement des dividendes sera soumis à compter du 28 mai 2013 à la conversion préalable des actions au porteur en actions dématérialisées.

2. Renouvellement des autorisations octroyées au Conseil d'Administration dans le cadre du capital autorisé :

2.1. Rapport spécial du Conseil d'Administration établi conformément à l'article 604, paragraphe 2 du Code des Sociétés justifiant le renouvellement du capital autorisé.

2.2. Proposition faisant l'objet de la deuxième résolution d'annuler le solde non utilisé du capital autorisé existant à la date de l'assemblée et de créer pour une durée de validité de trois ans un nouveau capital autorisé équivalent au montant actuel du capital social souscrit, avec effet à la date à laquelle la résolution sera publiée aux annexes au Moniteur belge.

2.3. Proposition faisant l'objet de la troisième résolution de renouveler pour un nouveau terme de trois ans l'autorisation accordée au conseil d'administration de faire usage, dans les limites fixées par la loi, du capital autorisé en cas d'offre publique d'acquisition.

2.4. Modification des statuts pour y mentionner le nouveau capital autorisé.

Proposition faisant l'objet de la quatrième résolution de modifier les statuts de la Société pour y mentionner le nouveau capital autorisé comme suit:

Article six :

- Adapter le texte du premier alinéa pour y mentionner le nouveau capital autorisé.

- Au dernier alinéa de cet article, remplacer deux fois la date du « dix-sept juin deux mille onze » par la date effective à laquelle la présente résolution sera adoptée par l'assemblée générale.

3. Renouvellement des autorisations conférées au Conseil d'Administration d'acquisition et aliénation d'actions propres.

3.1. Proposition faisant l'objet de la cinquième résolution : proposition de renouveler pour une nouvelle durée de validité de deux ans, les deux autorisations conférées au Conseil d'Administration conformément aux articles 620, paragraphe 1, et 622, paragraphe 2, 2° du Code des Sociétés, d'acquérir et d'aliéner les actions propres lorsque cette acquisition ou aliénation est nécessaire pour éviter à la Société un dommage grave et imminent, avec effet à la date à laquelle la résolution sera publiée aux annexes au Moniteur belge.

3.2. Proposition faisant l'objet de la sixième résolution : proposition de modification de l'article 15 des statuts de la Société pour y mentionner la nouvelle autorisation dont question au point 3.1. de l'ordre du jour.

3.3. Proposition faisant l'objet de la septième résolution : proposition d'autoriser le Conseil d'Administration de la Société, avec possibilité de sous-délégation, d'acquérir, pendant une période de cinq ans, des actions propres de la Société, tant que la valeur fractionnelle des actions de la Société détenues en portefeuille ne dépasse pas 20 % de son capital social, à un prix unitaire qui ne pourra être inférieur de plus de 20 % au cours de clôture moyen des vingt derniers cours de clôture sur Euronext Brussels précédant immédiatement l'acquisition, ni supérieur de plus de 20 % au même cours de clôture moyen. Dans les limites de la loi, cette autorisation vaut pour toute acquisition à titre onéreux au sens le plus large, en ou hors bourse. Cette autorisation remplace et annule l'autorisation accordée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 16 juin 2009, avec effet à la date à laquelle la résolution sera publiée aux annexes au Moniteur belge.

4. Autres modifications aux statuts

Proposition faisant l'objet de la huitième résolution : proposition de diverses modifications de pure forme des statuts, entre autre pour mentionner un titre à chaque article.

CONVOCATION.

Que les convocations, contenant l'ordre du jour, ont été faites dans les journaux suivants :

Moniteur Belge du 26 avril 2013.

L'Echo du 26 avril 2013.

De Standaard du 26 avril 2013.

Qu'en outre, les actionnaires en nom, les administrateurs et le commissaire ont été convoqués par lettres missives.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces journaux, ainsi qu'un exemplaire de la lettre de convocation du 26 avril 2013.

RAPPORT.

Que, conformément à l'article 604, paragraphe 2 du Code des Sociétés, copie du rapport du conseil d'administration justifiant le renouvellement du capital autorisé, a été adressée à tous les actionnaires en nom, en même temps que la convocation, ainsi qu'aux personnes ayant accompli les formalités requises par les statuts pour être admises à l'assemblée.

De plus, tout actionnaire a eu le droit d'obtenir gratuitement, sur la production de son titre, quinze jours avant l'assemblée, un exemplaire du rapport.

FORMALITES D'ACCES A L'ASSEMBLEE.

Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions des statuts et de la convocation.

ASSEMBLEE DEFINITIVE.

Que sur les vingt-huit millions neuf cent trente et un mille quatre cent cinquante-six (28.931.456) actions sans mention de valeur nominale, la présente assemblée réunit 12.079.838 actions.

Qu'une précédente assemblée générale extraordinaire ayant le même ordre du jour mais à laquelle la moitié du capital n'était pas représentée, a été tenue le vingt-deux avril deux mille treize ainsi qu'il résulte du procès-verbal dressé à cette date par nous, notaire soussigné.

VALIDITE DE L'ASSEMBLEE.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci constate

qu'elle est valablement constituée pour délibérer sur son ordre du jour.

RESOLUTIONS.

Cet exposé terminé, l'assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée examine la proposition faisant l'objet de la première résolution de supprimer, à compter du 28 mai 2013, à l'issue de l'assemblée générale ordinaire, les actions au porteur et de modifier en conséquence à compter de la dite date des articles 9 (nature des actions), 11 (cession d'actions), 30 (convocation aux assemblées) et 31 (formalités d'accès aux assemblées) des statuts.

Le paiement des dividendes sera soumis à compter du 28 mai 2013 à la conversion préalable des actions au porteur en actions dématérialisées.

Les modifications aux statuts dont question ci-avant sont les suivantes :

Article 9 : nature des actions.

Remplacer le texte de cet article par le texte suivant :

« Les actions sont nominatives ou dématérialisées.

Les actions non entièrement libérées et les actions libérées par anticipation sont nominatives. A partir de leur libération par appel de fonds, elles restent nominatives ou sont converties en titres dématérialisés, au choix du propriétaire.

Un registre des actions nominatives est tenu au siège social. Un registre est également tenu au siège social pour les éventuels droits de souscription, parts bénéficiaires ou obligations nominatifs.

Des certificats constatant ces inscriptions seront délivrés aux titulaires des titres.

L'action dématérialisée est représentée par une inscription en compte au nom de son propriétaire ou de son détenteur auprès d'un établissement agréé, chargé de tenir les comptes.

Le nombre des actions dématérialisées en circulation est à tout

moment inscrit dans le registre des actions nominatives au nom de l'organisme de liquidation.

Les premières inscriptions nominatives et la première conversion en titres dématérialisés se font aux frais de la société.

Les conversions ultérieures d'inscriptions nominatives en titres dématérialisés, les transferts d'inscriptions nominatives et les conversions de titres dématérialisés en inscriptions nominatives s'opèrent aux frais des propriétaires. »

Article 11 : Cession d'actions

Remplacer le texte de cet article par le texte suivant :

« Les droits et obligations attachés à un titre le suivent en quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit l'adhésion aux présents statuts et aux décisions de l'assemblée générale.

Sans préjudice des dispositions des articles cinq cent dix à cinq cent douze du Code des Sociétés, aucun transfert d'action nominative, non entièrement libérée, ne peut avoir lieu, si ce n'est en vertu d'une décision spéciale, pour chaque cession, du conseil d'administration et au profit d'un cessionnaire agréé par lui.

La cession de l'action nominative s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur le registre des actions nominatives datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs, ainsi que suivant les règles sur le transport des créances établies par l'article mille six cent quatre-vingt-dix du code civil.

Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

L'action dématérialisée se transmet par virement de compte à compte. »

Article 30 : Convocation aux assemblées.

Remplacer le texte de cet article par le texte suivant :

« L'assemblée générale, tant ordinaire qu'extraordinaire, se réunit sur la convocation du conseil d'administration ou du collège des commissaires.

Les convocations des actionnaires nominatifs, des porteurs d'obligations ou titulaires d'un droit de souscription ou d'un certificat, des administrateurs et du commissaire sont faites conformément aux articles cinq cent trente-deux et suivants du Code des Sociétés.

Les convocations à l'assemblée générale ordinaire doivent obligatoirement mentionner, parmi les objets à l'ordre du jour, la discussion du rapport de gestion du conseil d'administration et du rapport des commissaires, la discussion et l'adoption des comptes annuels, la décharge des administrateurs et des commissaires, la réélection, le remplacement des administrateurs et des commissaires.

Le jour de la publication de la convocation à l'assemblée générale et de manière ininterrompue jusqu'au jour de l'assemblée générale, les informations requises par le Code des Sociétés sont mises à disposition des actionnaires sur le site internet de la Société

L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les objets mis à son ordre du jour.

Un ou plusieurs actionnaires possédant ensemble au moins 3 % du capital social peuvent requérir l'inscription de sujets à traiter à l'ordre du jour de toute assemblée générale, ainsi que déposer des propositions de décision concernant des sujets à traiter inscrits ou à inscrire à l'ordre du jour. A cette fin, le ou les actionnaires se conformeront aux dispositions de l'article 533ter, §§ 1^{er} et 2, du Code des Sociétés. Le présent article n'est pas applicable en cas d'assemblée générale convoquée en application de l'article 533, § 2, alinéa 2.

Les actionnaires établissent, à la date de leur requête, la possession de la fraction de capital exigée telle que définie ci-dessus soit par un certificat constatant l'inscription des actions correspondantes sur le registre des actions nominatives de la Société, , soit par une attestation, établie par le teneur de comptes agréé ou l'organisme de liquidation,

certifiant l'inscription en compte, à leur nom, du nombre d'actions dématérialisées correspondantes.

L'examen des sujets à traiter et des propositions de décision portés à l'ordre du jour en application du présent article, est subordonné à l'enregistrement, conformément à l'article 536, § 2, de la fraction du capital visée ci-avant.

Les demandes visées ci-avant sont formulées par écrit et sont accompagnées, selon le cas, du texte des sujets à traiter et des propositions de décision y afférentes, ou du texte des propositions de décision à porter à l'ordre du jour. Elles indiquent l'adresse postale ou électronique à laquelle la Société transmet l'accusé de réception de ces demandes.

Elles doivent parvenir à la Société au plus tard le vingt-deuxième jour qui précède la date de l'assemblée générale. Ces demandes peuvent être adressées à la Société par voie électronique à l'adresse indiquée dans la convocation publiée conformément à l'article 533bis, § 1 du Code des Sociétés. La Société accuse réception des demandes visées ci-dessus dans un délai de quarante-huit heures à compter de cette réception.

Sans préjudice de l'article 533bis, § 2, alinéa 1er, d), la Société publie, conformément à l'article 533, § 2, un ordre du jour complété des sujets à traiter additionnels et des propositions de décision y afférentes qui y auraient été portés, et/ou des propositions de décision qui seules auraient été formulées, au plus tard le quinzième jour qui précède la date de l'assemblée générale.

Simultanément, la Société met à disposition de ses actionnaires, sur son site internet, les formulaires qui peuvent être utilisés pour voter par procuration, complétés des sujets à traiter additionnels et des propositions de décision y afférentes qui auraient été portés à l'ordre du jour, et/ou des propositions de décision qui seules auraient été formulées. Le présent alinéa n'est pas d'application si ces formulaires sont adressés directement aux actionnaires. L'article 533bis, § 2, e), alinéa 2, est applicable.

Les procurations de vote notifiées à la Société antérieurement à la

publication, conformément à la présente disposition, d'un ordre du jour complété restent valables pour les sujets à traiter inscrits à l'ordre du jour qu'elles couvrent.

Par dérogation à l'alinéa précédent, pour les sujets à traiter inscrits à l'ordre du jour qui font l'objet de propositions de décision nouvelles déposées en application de la présente disposition, le mandataire peut, en assemblée, s'écarter des éventuelles instructions données par son mandant si l'exécution de ces instructions risquerait de compromettre les intérêts de son mandant. Il doit en informer son mandant.

La procuration doit indiquer si le mandataire est autorisé à voter sur les nouveaux sujets à traiter inscrits à l'ordre du jour ou s'il doit s'abstenir. »

Article 31 : Conditions d'accès aux assemblées.

Remplacer le texte de cet article par le texte suivant :

« Le droit de participer à une assemblée générale et d'y exercer le droit de vote est subordonné à l'enregistrement comptable des actions au nom de l'actionnaire le quatorzième jour qui précède l'assemblée générale, à vingt-quatre heures (heure belge), soit par leur inscription sur le registre des actions nominatives de la Société, soit par leur inscription dans les comptes d'un teneur de compte agréé ou d'un organisme de liquidation, , sans qu'il soit tenu compte du nombre d'actions détenues par l'actionnaire au jour de l'assemblée générale.

Les jour et heure visés à l'alinéa 1er constituent la date d'enregistrement.

L'actionnaire indique à la Société, ou à la personne qu'elle a désignée à cette fin, sa volonté de participer à l'assemblée générale, au plus tard le sixième jour qui précède la date de l'assemblée.

Une attestation est délivrée à l'actionnaire par le teneur de comptes agréé ou par l'organisme de liquidation certifiant le nombre d'actions dématérialisées inscrites au nom de l'actionnaire dans ses comptes à la date d'enregistrement, pour lequel l'actionnaire a déclaré vouloir participer à l'assemblée générale.

Dans un registre désigné par le conseil d'administration, il est indiqué, pour chacun des actionnaires qui a signalé sa volonté de participer à l'assemblée générale, ses nom ou dénomination sociale et adresse ou siège social, le nombre d'actions qu'il détenait à la date d'enregistrement et pour lequel il a déclaré vouloir participer à l'assemblée générale, ainsi que la description des documents qui établissent la détention des actions à cette date d'enregistrement.

Le jour de l'enregistrement ainsi que la manière dont les actionnaires peuvent se faire enregistrer, sont mentionnés dans la convocation à l'assemblée générale. »

Après avoir constaté qu'elle doit recueillir les trois-quarts des voix pour être adoptée, le Président met cette proposition au vote.

Elle recueille :

- 12.079.838 voix pour,
- 0 voix contre et
- 0 abstentions.

et en conséquence, est adoptée.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée examine la proposition faisant l'objet de la deuxième résolution d'annuler le solde non utilisé du capital autorisé existant à la date de l'assemblée et de créer pour une durée de validité de trois ans un nouveau capital autorisé équivalent au montant actuel du capital social souscrit, avec effet à la date à laquelle la résolution sera publiée aux annexes au Moniteur belge.

Après avoir constaté qu'elle doit recueillir les trois-quarts des voix pour être adoptée, le Président met cette proposition au vote.

Elle recueille :

- 10.265.948 voix pour,
- 1.813.890 voix contre et
- 0 abstentions.

et en conséquence, est adoptée.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée examine la proposition faisant l'objet de la troisième résolution de renouveler pour un nouveau terme de trois ans l'autorisation accordée au conseil d'administration de faire usage, dans les limites fixées par la loi, du capital autorisé en cas d'offre publique d'acquisition.

Après avoir constaté qu'elle doit recueillir les trois-quarts des voix pour être adoptée, le Président met cette proposition au vote.

Elle recueille :

- 10.122.725 voix pour,
- 1.957.113 voix contre et
- 0 abstentions.

et en conséquence, est adoptée.

QUATRIEME RESOLUTION.

L'assemblée examine la proposition faisant l'objet de la quatrième résolution de modifier les statuts de la Société pour y mentionner le nouveau capital autorisé comme suit:

Article six :

- Adapter le texte du premier alinéa pour y mentionner le nouveau capital autorisé.

- Au dernier alinéa de cet article, remplacer deux fois la date du « dix-sept juin deux mille onze » par la date effective à laquelle la présente résolution sera adoptée par l'assemblée générale.

Après avoir constaté qu'elle doit recueillir les trois-quarts des voix pour être adoptée, le Président met cette proposition au vote.

Elle recueille :

- 10.122.725 voix pour,
- 1.957.113 voix contre et
- 0 abstentions.

et en conséquence, est adoptée.

CINQUIEME RESOLUTION.

L'assemblée examine la proposition faisant l'objet de la cinquième résolution de renouveler pour une nouvelle durée de validité de deux ans, les deux autorisations conférées au Conseil d'Administration

conformément aux articles 620, paragraphe 1, et 622, paragraphe 2, 2° du Code des Sociétés, d'acquérir et d'aliéner les actions propres lorsque cette acquisition ou aliénation est nécessaire pour éviter à la Société un dommage grave et imminent, avec effet à la date à laquelle la résolution sera publiée aux annexes au Moniteur belge.

Après avoir constaté qu'elle doit recueillir les quatre-cinquièmes des voix pour être adoptée, le Président met cette proposition au vote.

Elle recueille :

- 10.122.725 voix pour,
- 1.957.113 voix contre et
- 0 abstentions.

et en conséquence, est adoptée.

SIXIEME RESOLUTION.

L'assemblée examine la proposition faisant l'objet de la sixième résolution de modifier l'article 15 des statuts de la Société pour y mentionner les nouvelles autorisations décidées dans la cinquième résolution comme suit :

« Le conseil d'administration est autorisé à procéder à l'acquisition d'actions propres ou parts bénéficiaires de la société, sans décision de l'assemblée générale, si cette acquisition s'avère nécessaire pour éviter à la société un dommage grave et imminent au sens de l'article six cent vingt du Code des Sociétés.

Le conseil d'administration est en outre autorisé à aliéner les actions propres ou parts bénéficiaires de la société, sans décision de l'assemblée générale, si cette aliénation s'avère nécessaire pour éviter à la société un dommage grave et imminent au sens de l'article six cent vingt-deux du Code des Sociétés.

Ces autorisations ne sont valables que pour deux ans à dater de la publication aux annexes au Moniteur belge de la modification aux statuts décidée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 28 mai 2013, mais pourront être renouvelées, ensemble ou séparément, conformément aux dispositions légales. En cas d'acquisitions ou

d'aliénations opérées conformément aux alinéas qui précèdent, l'assemblée générale qui suit doit être informée par le conseil d'administration des raisons et du but des acquisitions et aliénations effectuées, du nombre et de la valeur nominale ou, à défaut de valeur nominale, du pair comptable des titres acquis et aliénés, de la fraction du capital souscrit qu'ils représentent, ainsi que de leur contre-valeur.

Le conseil d'administration est en outre expressément habilité à aliéner, sans autorisation préalable de l'assemblée générale, les actions de la société inscrites au premier marché d'une bourse de valeurs mobilières ou admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs située dans un Etat membre de l'Union européenne. »

Après avoir constaté qu'elle doit recueillir les trois-quarts des voix pour être adoptée, le Président met cette proposition au vote.

Elle recueille :

- 10.122.725 voix pour,
- 1.957.113 voix contre et
- 0 abstentions.

et en conséquence, est adoptée.

SEPTIEME RESOLUTION.

L'assemblée examine la proposition faisant l'objet de la septième résolution d'autoriser le Conseil d'Administration de la Société, avec possibilité de sous-délégation, d'acquérir, pendant une période de cinq ans, des actions propres de la Société, tant que la valeur fractionnelle des actions de la Société détenues en portefeuille ne dépasse pas 20 % de son capital social, à un prix unitaire qui ne pourra être inférieur de plus de 20 % au cours de clôture moyen des vingt derniers cours de clôture sur Euronext Brussels précédant immédiatement l'acquisition, ni supérieur de plus de 20 % au même cours de clôture moyen. Dans les limites de la loi, cette autorisation vaut pour toute acquisition à titre onéreux au sens le plus large, en ou hors bourse. Cette autorisation remplace et annule l'autorisation accordée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 16 juin 2009, avec effet à la date à laquelle la résolution sera publiée aux annexes

au Moniteur belge.

Après avoir constaté qu'elle doit recueillir les quatre-cinquièmes des voix pour être adoptée, le Président met cette proposition au vote.

Elle recueille :

- 10.829.358 voix pour,
- 1.250.480 voix contre et
- 0 abstentions.

et en conséquence, est adoptée.

HUITIEME RESOLUTION.

L'assemblée examine la proposition faisant l'objet de la huitième résolution de modification de diverses modifications de pure forme des statuts, entre autre pour mentionner un titre à chaque article.

Après avoir constaté qu'elle doit recueillir les trois-quarts des voix pour être adoptée, le Président met cette proposition au vote.

Elle recueille :

- 11.642.523 voix pour,
- 437.315 voix contre et
- 0 abstentions.

et en conséquence, est adoptée.

DROITS D'ÉCRITURE (Code des droits et taxes divers).

Le droit s'élève à 95,00 euros.

La séance est levée.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal, date et lieu que dessus.

Lecture faite des présentes, le Président, le secrétaire, le scrutateur et les actionnaires qui en ont exprimé le désir, ont signé avec nous, notaire.

Suivent les signatures.

Enregistré seize rôles, sans renvoi, au 3ème Bureau de l'Enregistrement de Bruxelles, le trente mai 2013, vol. 88, fol. 99, case 17.

Reçu vingt-cinq euros.

Pour le Receveur, (signé) S. GERONNEZ-LECOMTE.

ANNEXES.

Nr 1685.

Sociétés/DV

"RECTICEL", naamloze vennootschap te Evere (1140 Brussel),
Olympiadenlaan 2

Ondernemingsnummer: B.T.W. BE 0405.666.668 (RPR Brussel).

Hernieuwing van het toegestaan kapitaal.

**Hernieuwing van de machtigingen verleend aan de Raad van
Bestuur voor verwerving en vervreemding van eigen aandelen.**

Wijziging van de statuten.

XXXXX

TEN JARE TWEEDUIZEND DERTIEN.

Op achtentwintig mei, onmiddellijk na de gewone algemene
vergadering van tien uur.

In de zetel van de vennootschap te Evere (1140 Brussel),
Olympiadenlaan 2.

Voor ons, David INDEKEU, notaris te Brussel.

Werd de buitengewone algemene vergadering gehouden van de
aandeelhouders van de naamloze vennootschap "RECTICEL"
(Ondernemingsnummer : B.T.W. BE 0405.666.668 (RPR Brussel)), waarvan
de zetel gevestigd is te Evere (1140 Brussel), Olympiadenlaan 2, opgericht
onder de naam "POUDRERIE DE CASTEAU", volgens akte verleden voor Emile
DELANNEY, notaris te Mons, op negentien juni achttienhonderd zesenne-
gentig, bekendgemaakt in de bijlage tot het Belgisch Staatsblad van vier juli
achttienhonderd zesennegentig, onder nummer 2422, en waarvan de
statuten meermalen gewijzigd werden en het laatst, volgens proces-verbaal
opgemaakt door David INDEKEU, ondergetekende notaris, op zeventien juni
tweeduizend en elf, bij uittreksels bekendgemaakt in de bijlage tot het Bel-
gisch Staatsblad van veertien juli tweeduizend en elf, onder nummer
11107215.

SAMENSTELLING VAN DE VERGADERING.

De vergadering is samengesteld uit de aandeelhouders wier naam,

voornamen, woonplaats of naam en zetel, evenals het aantal effecten dat ieder van hen verklaart te bezitten, werden aangeduid in de hierbij gevoegde aanwezigheidslijst.

De verschijning voor ons, notaris, wordt derhalve vastgesteld zoals zij voorkomt in de bedoelde aanwezigheidslijst waarnaar de partijen verklaren te verwijzen; deze aanwezigheidslijst werd ondertekend door de Voorzitter, de secretaris en de stemopnemers, die haar voor echt hebben verklaard en daarna bekleed met een melding voor bijlage ondertekend door ons, notaris.

De in die aanwezigheidslijst vermelde volmachten blijven hieraan gehecht.

BUREAU.

Overeenkomstig artikel 33 der statuten, wordt de vergadering voorgezeten door de Voorzitter van de Raad van Bestuur, burggraaf Etienne **DAVIGNON**, geboren te Budapest (Hongarije), op vier oktober negentienhonderd tweeëndertig, wonende te 1150 Brussel, Bloemenlaan 12.

De heer Voorzitter wijst als secretaris aan de heer **VERBRUGGEN** Dirk, geboren te Reet, op zeven juni negentienhonderd negenenzestig, wonende te 2840 Reet (Rumst), Eikenstraat, 74.

De vergadering kiest als stemopnemers:

- De heer Maurice ROMBERG, geboren te Etterbeek, op 24 augustus 1942 (NN : 42.08.24.005.19), wonende te 1950 Kraainem, Hortensiaslaan, 21.
- De heer Philippe JOUS, geboren te Wilrijk, op 15 maart 1948, (NN : 48.03.15.091.03), wonende te 1950 Kraainem, Bosdallaan, 22.

VERKLARING VAN DE VOORZITTER.

De heer Voorzitter verklaart :

Dat onderhavige vennootschap publiek beroep op het spaarwezen doet of heeft gedaan.

Vervolgens, geeft de heer Voorzitter te kennen :

UITEENZETTING VAN DE AGENDA.

Dat de onderhavige buitengewone algemene vergadering op haar agenda heeft:

1. Voorstel dat het voorwerp uitmaakt van het eerste besluit om vanaf 28 mei 2013, na de gewone algemene vergadering, de aandelen aan toonder op te heffen.

Bijgevolg, wijziging vanaf 28 mei 2013 van artikels 9 (aard van aandelen), 11 (overdracht van aandelen), 30 (bijeenroeping tot de algemene vergadering) en 31 (voorwaarden voor de toelating aan de algemene vergadering) van de statuten.

De betaling van de dividenden zal vanaf 28 mei 2013 aan de voorafgaande omzetting van de aandelen aan toonder in gedematerialiseerde aandelen onderworpen worden.

2. Hernieuwing van de machtiging verleend aan de Raad van Bestuur in het kader van het toegestane kapitaal.

2.1. Bijzonder verslag van de raad van bestuur opgemaakt overeenkomstig artikel 604, paragraaf 2 van het Wetboek van Vennootschappen tot staving van de hernieuwing van het toegestane kapitaal.

2.2. Voorstel dat het voorwerp uitmaakt van het tweede besluit om het niet-gebruikte saldo van het toegestane kapitaal, dat bestaat op datum van de vergadering, te annuleren, en voor een geldigheidsduur van drie jaar een nieuw toegestane kapitaal te creëren, dat gelijk is aan het huidig bedrag van het geplaatst maatschappelijk kapitaal, met ingang vanaf de datum waarop het besluit in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

2.3. Voorstel dat het voorwerp uitmaakt van het derde besluit tot hernieuwing voor een nieuwe geldigheidsduur van drie jaar van de machtiging die aan de raad van bestuur toegekend werd om, binnen de beperkingen bepaald door de wet, gebruik te maken van het toegestane kapitaal ingeval van openbaar overnamebod.

2.4. Wijziging van de statuten om er het nieuwe toegestane kapitaal te vermelden.

Voorstel dat het voorwerp uitmaakt van het vierde besluit om in de statuten het nieuwe toegestane kapitaal als volgt te vermelden:

Artikel zes:

- de tekst van de eerste alinea aanpassen om er het nieuwe toegestane kapitaal te vermelden.

- in de laatste alinea van dit artikel, tweemaal de datum van "*zeventien juni tweeduizend en elf*" vervangen door de effectieve datum waarop dit besluit zal worden genomen door de algemene vergadering.

3. Vernieuwing van de machtigingen verleend aan de Raad van Bestuur voor verwerving en vervreemding van eigen aandelen.

3.1. Voorstel dat het voorwerp is van het vijfde besluit: voorstel om voor een nieuwe geldigheidsduur van twee jaar de twee machtigingen te vernieuwen die aan de raad van bestuur zijn verleend overeenkomstig de artikels 620, paragraaf 1, en 622, paragraaf 2, 2° van het Wetboek van Vennootschappen om de eigen aandelen te verwerven en te vervreemden als deze verwerving of vervreemding nodig is om dreigend ernstig nadeel voor de vennootschap te vermijden, met ingang vanaf de datum waarop het besluit in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

3.2. Voorstel dat het voorwerp is van het zesde besluit: voorstel tot wijziging van artikel 15 van de statuten van de Vennootschap om er de nieuwe machtiging waarvan sprake is in punt 3.1. van de agenda in te vermelden.

3.3. Voorstel dat het voorwerp is van het zevende besluit: voorstel om aan de Raad van Bestuur van de Vennootschap de bevoegdheid te verlenen, met mogelijkheid tot sub-delegatie, om gedurende een termijn van vijf jaar eigen aandelen van de Vennootschap te verwerven zolang de fractiewaarde van de in portefeuille gehouden aandelen van de Vennootschap niet hoger is dan 20% van haar geplaatst kapitaal, tegen een eenheidsprijs die niet lager mag zijn dan 20% onder het gemiddelde van de twintig laatste slotkoersen op Euronext Brussels voorafgaand aan de datum van verwerving, en niet hoger dan hetzelfde gemiddelde vermeerderd met

20%. Binnen de wettelijke voorwaarden geldt deze machtiging voor alle verwervingen onder bezwarende titel in de meest ruime betekenis, op of buiten de beurs. Deze machtiging vervangt en annuleert de inkoopmachtiging verleend door de Buitengewone Algemene Vergadering van 16 juni 2009, met ingang vanaf de datum waarop het besluit in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

4. Andere wijzigingen in de statuten.

Voorstel dat het voorwerp uitmaakt van het achtste besluit:
voorstel tot diverse louter formele wijzigingen van de statuten, onder andere om voor elk artikel een titel te vermelden.

BIJEENROEPING.

Dat de bijeenroepingen die de dagorde bevatten, gedaan werden in de volgende bladen:

Belgisch Staatsblad van 26 april 2013.

L'Echo van 26 april 2013.

De Standaard van 26 april 2013.

Daarenboven werden de aandeelhouders op naam, de bestuurders en de commissaris bijeengeroepen per gewone brieven.

De heer Voorzitter legt op het bureau de bewijsnummers dezer bladen neer, alsmede een exemplaar van de bijeenroepingbrief van 26 april 2013.

VERSLAG.

Dat aan de aandeelhouders op naam met de oproepingsbrief en aan degenen die voldaan hebben aan de formaliteiten door de statuten voorgeschreven om tot de vergadering te worden toegelaten, overeenkomstig artikel 604, paragraaf 2 van het Wetboek van Vennootschappen, een afschrift werd toegezonden van het verslag van de raad van bestuur een omstandige verantwoording gevende van de hernieuwing van het toegestane kapitaal.

Daarenboven, heeft iedere aandeelhouder het recht gehad, tegen overlegging van zijn effect, vijftien dagen voor de vergadering, kosteloos een exemplaar van het verslag te ontvangen.

TOEGANGSFORMALITEITEN VOOR DE VERGADERING.

Dat om de vergadering bij te wonen, de aanwezige of vertegenwoordigde aandeelhouders zich geschikt hebben naar de voorschriften van de statuten en van de bijeenroeping.

DEFINITIEVE VERGADERING.

Dat op de achtentwintig miljoen negenhonderd éénendertig duizend vierhonderd zesenvijftig (28.931.456) aandelen zonder vermelding van nominale waarde, de onderhavige vergadering er 12.079.838 aandelen verenigt.

Dat een voorgaande buitengewone algemene vergadering met dezelfde dagorde maar waarop de helft van het kapitaal niet vertegenwoordigd was, gehouden werd op tweeëntwintig april tweeduizend dertien zoals blijkt uit het proces-verbaal op die datum door ons, ondergetekende notaris, opgemaakt.

GELDIGHEID VAN DE VERGADERING.

Nadat deze feiten door de vergadering werden nagezien en juist bevonden, stelt deze vast geldig te zijn samengesteld om over haar agenda te beraadslagen.

BESLUITEN.

Na deze uiteenzetting, neemt de vergadering, na beraadslaging, de volgende besluiten:

EERSTE BESLUIT.

De vergadering onderzoekt het voorstel dat het voorwerp van het eerste besluit uitmaakt, om vanaf 28 mei 2013, na de gewone algemene vergadering, de aandelen aan toonder op te heffen.

Bijgevolg, wijziging vanaf 28 mei 2013 van artikels 9 (aard van aandelen), 11 (overdracht van aandelen), 30 (bijeenroeping tot de algemene vergadering) en 31 (voorwaarden voor de toelating aan de algemene vergadering) van de statuten.

De betaling van de dividenden zal vanaf 28 mei 2013 aan de voorafgaande omzetting van de aandelen aan toonder in gedematerialiseerde aandelen onderworpen worden.

De wijzigingen in de statuten waarvan sprake hiervoor zijn de volgende :

Artikel 9: aard van aandelen.

De tekst van dit artikel te vervangen door de volgende tekst:

“De aandelen zijn op naam of gedematerialiseerd.

De niet volgestorte aandelen en de bij voorbaat gestorte aandelen zijn op naam. Vanaf hun storting door een verzoek tot storting blijven zij op naam of worden zij omgezet in gedematerialiseerde effecten, en dit naargelang van de keuze van de eigenaar.

Op de maatschappelijke zetel wordt een register van de aandelen op naam bijgehouden. Op de maatschappelijke zetel wordt eveneens een register bijgehouden voor de eventuele voorkeursrechten, oprichtersbewijzen of obligaties op naam.

Aan de houders van de effecten zullen certificaten worden afgeleverd, waarin deze inschrijvingen worden vastgesteld.

Het gedematerialiseerde aandeel wordt vertegenwoordigd door een inschrijving op een rekening op naam van haar eigenaar of van haar houder bij een erkende instelling, belast met het houden van rekeningen.

Het aantal gedematerialiseerde aandelen in omloop is op elk ogenblik ingeschreven in het register van de nominatieve aandelen op naam van de vereffeningsinstelling.

De eerste inschrijvingen op naam en de eerste omzetting in gedematerialiseerde effecten gebeuren op kosten van de vennootschap.

De latere omzettingen van inschrijvingen op naam in gedematerialiseerde effecten, de overdrachten van inschrijvingen op naam en de omzettingen van gedematerialiseerde effecten in inschrijvingen op naam, gebeuren op kosten van de eigenaars.”

Artikel 11: Overdracht van aandelen.

De tekst van dit artikel te vervangen door de volgende tekst:

“De rechten en verplichtingen die aan een aandeel zijn verbonden, volgen dit in hetzij welke hand het overgaat.

De eigendom van een aandeel behelst van rechtswege

instemming met de maatschappelijke statuten en met de beslissingen van de algemene vergadering.

Onverminderd de bepalingen van artikel vijfhonderd en tien tot vijfhonderd en twaalf van het Wetboek van Vennootschappen, mag geen enkele overdracht van nominatieve niet- volgestorte aandelen geschieden, tenzij krachtens een speciale beslissing, voor iedere overdracht, van de raad van bestuur en ten bate van een door hem aanvaard cessionaris.

De overdracht van het aandeel op naam gebeurt door een verklaring van overdracht, die ingeschreven wordt in het register van de aandelen op naam, gedateerd en ondertekend door de overdrager en de overnemer of door hun gevolgmachtigden, alsook overeenkomstig de bepalingen betreffende de overdracht van schuldvorderingen volgens artikel duizend zeshonderd negentig van het Burgerlijk Wetboek.

Het staat de vennootschap vrij een overdracht, die vastgesteld wordt via correspondentie of andere dokumenten waaruit het akkoord tussen de overdrager en de overnemer blijkt, te aanvaarden en in het register in te schrijven.

Het gedematerialiseerde aandeel wordt overgedragen door een overschrijving van rekening naar rekening."

Artikel 30: Bijeenroeping tot de algemene vergadering.

De tekst van dit artikel te vervangen door de volgende tekst:

"De algemene vergadering, zo gewone als buitengewone, komt bijeen ingevolge oproeping door de raad van bestuur of door het college van commissarissen.

De samenroepingen van de aandeelhouders op naam, van de obligatiehouders of houders van een voorkeursrecht of van een certificaat, van de bestuurders en van de commissaris, gebeuren conform artikels vijfhonderd tweeëndertig en volgende van het Wetboek van Vennootschappen.

De oproepingen voor de gewone algemene vergadering moeten onder de op de agenda voorkomende punten verplicht vermelden : de bespreking van het jaarverslag van de raad van bestuur en van het verslag

van de commissarissen, de bespreking en de aanneming van de jaarrekening, de aan de bestuurders en commissarissen te verlenen decharge, de herkiezing en de vervanging van de bestuurders en van de commissarissen.

Op de dag van de publicatie van de oproeping aan de algemene vergadering en ononderbroken tot op de dag van de algemene vergadering wordt de door het Wetboek van Vennootschappen voorgeschreven informatie op de website van de Vennootschap ter beschikking van de aandeelhouders gesteld.

De algemene vergadering mag niet beraadslagen over andere punten dan die welke op de agenda ervan zijn gebracht.

Een of meer aandeelhouders die samen minstens 3 % bezitten van het maatschappelijk kapitaal kunnen te behandelen onderwerpen op de agenda van de algemene vergadering laten plaatsen en voorstellen tot besluit indienen met betrekking tot op de agenda opgenomen of daarin op te nemen te behandelen onderwerpen. Dit artikel geldt niet voor een algemene vergadering die met toepassing van artikel 533, § 2, tweede lid wordt bijeengeroepen.

De aandeelhouders bewijzen op de datum dat zij een agendapunt of voorstel tot besluit indienen als bedoeld hierboven, dat zij in het bezit zijn van het vereiste aandeel in het kapitaal, hetzij op grond van een certificaat van inschrijving van de desbetreffende aandelen in het register van de aandelen op naam van de vennootschap, hetzij aan de hand van een door de erkende rekeninghouder of de vereffening instelling opgesteld attest waaruit blijkt dat het desbetreffende aantal gedematerialiseerde aandelen op hun naam op rekening is ingeschreven.

De te behandelen onderwerpen en de voorstellen tot besluit die met toepassing van dit artikel op de agenda zijn geplaatst, worden slechts besproken indien het hierboven bedoelde aandeel van het kapitaal geregistreerd is conform artikel 536, § 2.

De hierboven bedoelde verzoeken worden schriftelijk geformuleerd en gaan naargelang van het geval vergezeld van de tekst van de te

behandelen onderwerpen en de bijbehorende voorstellen tot besluit, of van de tekst van de op de agenda te plaatsen voorstellen tot besluit. Er wordt een post- of e-mailadres in vermeld waarnaar de vennootschap het bewijs van ontvangst van deze verzoeken stuurt.

De vennootschap moet deze verzoeken uiterlijk op de tweeëntwintigste dag vóór de datum van de algemene vergadering ontvangen. Zij kunnen naar de vennootschap worden gezonden langs elektronische weg, op het adres dat vermeld is in de conform artikel 533bis, § 1, gepubliceerde oproeping. De vennootschap bevestigt de ontvangst van de hierboven bedoelde verzoeken binnen een termijn van achtenveertig uur te rekenen vanaf die ontvangst.

Onverminderd artikel 533bis, § 2, eerste lid, d), maakt de vennootschap uiterlijk op de vijftiende dag vóór de datum van de algemene vergadering, conform artikel 533, § 2, een agenda bekend die aangevuld is met de bijkomende te behandelen onderwerpen en de bijhorende voorstellen tot besluit die erin opgenomen zouden zijn, en/of louter met de voorstellen tot besluit die geformuleerd zouden zijn.

Tegelijkertijd stelt de vennootschap, op haar website, aan haar aandeelhouders de formulieren ter beschikking die gebruikt kunnen worden voor het stemmen bij volmacht en, indien van toepassing, voor het stemmen per brief, aangevuld met de bijkomende te behandelen onderwerpen en de bijhorende voorstellen tot besluit die op de agenda geplaatst zouden zijn, en/of louter met de voorstellen tot besluit die geformuleerd zouden zijn. Dit lid is niet van toepassing indien die formulieren rechtstreeks naar de aandeelhouders worden gezonden. Artikel 533bis, § 2, e), tweede lid, is van toepassing.

De volmachten die ter kennis gebracht worden van de vennootschap vóór de bekendmaking, conform deze bepaling, van een aangevulde agenda, blijven geldig voor de op de agenda opgenomen te behandelen onderwerpen waarvoor zij gelden.

In afwijking van het vorige lid kan de volmachtdrager, voor de op de agenda opgenomen te behandelen onderwerpen waarvoor met

toepassing van deze bepaling nieuwe voorstellen tot besluit zijn ingediend, tijdens de vergadering afwijken van de eventuele instructies van de volmachtgever, indien de uitvoering van die instructies de belangen van de volmachtgever zou kunnen schaden. De volmachtdrager moet de volmachtgever daarvan in kennis stellen.

De volmacht moet vermelden of de volmachtdrager gemachtigd is om te stemmen over de nieuw te behandelen onderwerpen die op de agenda zijn opgenomen, dan wel of hij zich moet onthouden.”

Artikel 31: Voorwaarden voor de toelating aan de algemene vergadering.

De tekst van dit artikel te vervangen door de volgende tekst:

“Het recht om deel te nemen aan een algemene vergadering en om er het stemrecht uit te oefenen wordt slechts verleend op grond van de boekhoudkundige registratie van de aandelen op naam van de aandeelhouder, op de veertiende dag vóór de algemene vergadering, om vierentwintig uur (Belgisch uur), hetzij door hun inschrijving in het register van de aandelen op naam van de vennootschap, hetzij door hun inschrijving op de rekeningen van een erkende rekeninghouder of van een vereffeningsinstelling, ongeacht het aantal aandelen dat de aandeelhouder bezit op de dag van de algemene vergadering.

De dag en het uur bedoeld in het eerste lid vormen de registratiedatum.

De aandeelhouder meldt, uiterlijk op de zesde dag vóór de datum van de vergadering, aan de vennootschap, of aan de daartoe door haar aangestelde persoon, dat hij deel wil nemen aan de algemene vergadering.

De erkende rekeninghouder of de vereffeningsinstelling, bezorgt de aandeelhouder een attest waaruit blijkt met hoeveel gedematerialiseerde aandelen die zijn voorgelegd of op naam van de aandeelhouder op zijn rekeningen zijn ingeschreven op de registratiedatum, de aandeelhouder heeft aangegeven te willen deelnemen aan de algemene vergadering.

In een door de raad van bestuur aangewezen register wordt voor

elke aandeelhouder die zijn wens om deel te nemen aan de algemene vergadering kenbaar heeft gemaakt, zijn naam en adres of maatschappelijke zetel opgenomen, het aantal aandelen dat hij bezat op de registratiedatum en waarmee hij heeft aangegeven te willen deelnemen aan de algemene vergadering, alsook de beschrijving van de stukken die aantonen dat hij op die registratiedatum in het bezit was van de aandelen.

De dag van de registratie alsook de manier waarop de aandeelhouders zich kunnen laten inschrijven, worden in de oproeping voor de algemene vergadering vermeld."

Na te hebben vastgesteld dat het drie vierden van de stemmen moet verenigen om te worden aangenomen, legt de Voorzitter dit voorstel ter stemming.

Dit voorstel behaalt:

- 12.079.838 stemmen voor,
- 0 stemmen tegen en
- 0 onthoudingen

en wordt aangenomen.

TWEDE BESLUIT.

De vergadering onderzoekt het voorstel dat het voorwerp van het tweede besluit uitmaakt om het niet-gebruikte saldo van het toegestane kapitaal, dat bestaat op datum van de vergadering, te annuleren, en voor een geldigheidsduur van drie jaar een nieuw toegestane kapitaal te creëren, dat gelijk is aan het huidig bedrag van het geplaatst maatschappelijk kapitaal, met ingang vanaf de datum waarop het besluit in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

Na te hebben vastgesteld dat het drie vierden van de stemmen moet verenigen om te worden aangenomen, legt de Voorzitter dit voorstel ter stemming.

Dit voorstel behaalt:

- 10.265.948 stemmen voor,
- 1.813.890 stemmen tegen en

- 0 onthoudingen
- en wordt aangenomen.

DERDE BESLUIT.

De vergadering onderzoekt het voorstel dat het voorwerp van het derde besluit uitmaakt, tot hernieuwing voor een nieuwe geldigheidsduur van drie jaar van de machtiging die aan de raad van bestuur toegekend werd om, binnen de beperkingen bepaald door de wet, gebruik te maken van het toegestane kapitaal ingeval van openbaar overnamebod.

Na te hebben vastgesteld dat het drie vierden van de stemmen moet verenigen om te worden aangenomen, legt de Voorzitter dit voorstel ter stemming.

Dit voorstel behaalt:

- 10.122.725 stemmen voor,
- 1.957.113 stemmen tegen en
- 0 onthoudingen

en wordt aangenomen.

VIERDE BESLUIT.

De vergadering onderzoekt het voorstel dat het voorwerp van het vierde besluit uitmaakt, om in de statuten het nieuwe toegestane kapitaal als volgt te vermelden:

Artikel zes:

- de tekst van de eerste alinea aanpassen om er het nieuwe toegestane kapitaal te vermelden.
- in de laatste alinea van dit artikel, tweemaal de datum van *"zeventien juni tweeduizend en elf"* vervangen door de effectieve datum waarop dit besluit zal worden genomen door de algemene vergadering.

Na te hebben vastgesteld dat het drie vierden van de stemmen moet verenigen om te worden aangenomen, legt de Voorzitter dit voorstel ter stemming.

Dit voorstel behaalt:

- 10.122.725 stemmen voor,
- 1.957.113 stemmen tegen en

- 0 onthoudingen

en wordt aangenomen.

VIJFDE BESLUIT.

De vergadering onderzoekt het voorstel dat het voorwerp van het vijfde besluit uitmaakt om voor een nieuwe geldigheidsduur van twee jaar de twee machtigingen te vernieuwen die aan de raad van bestuur zijn verleend overeenkomstig de artikels 620, paragraaf 1, en 622, paragraaf 2, 2° van het Wetboek van Vennootschappen om de eigen aandelen te verwerven en te vervreemden als deze verwerving of vervreemding nodig is om dreigend ernstig nadeel voor de vennootschap te vermijden, met ingang vanaf de datum waarop het besluit in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

Na te hebben vastgesteld dat het vier vijfden van de stemmen moet verenigen om te worden aangenomen, legt de Voorzitter dit voorstel ter stemming.

Dit voorstel behaalt:

- 10.122.725 stemmen voor,
- 1.957.113 stemmen tegen en
- 0 onthoudingen

en wordt aangenomen.

ZESDE BESLUIT.

De vergadering onderzoekt het voorstel dat het voorwerp van het zesde besluit uitmaakt tot wijziging van artikel 15 van de statuten van de Vennootschap om er de nieuwe machtiging waarvan sprake is in het vijfde besluit in te vermelden als volgt:

“De raad van bestuur is gemachtigd om eigen aandelen of winstaandelen van de vennootschap te verwerven, zonder beslissing van de algemene vergadering, wanneer deze verwerving noodzakelijk blijkt te zijn ter vermindering van dreigend ernstig nadeel voor de vennootschap in de zin van het artikel zeshonderd twintig van het Wetboek van Vennootschappen.

De raad van bestuur is bovendien gemachtigd om de eigen aandelen of winstaandelen van de vennootschap te vervreemden, zonder

beslissing van de algemene vergadering, wanneer deze vervreemding noodzakelijk blijkt te zijn ter vermijding van dreigend ernstig nadeel voor de vennootschap in de zin van het artikel zeshonderd tweeëntwintig van het Wetboek van Vennootschappen.

Deze machtigingen zijn slechts geldig voor twee jaar vanaf de bekendmaking in de bijlagen tot het Belgisch Staatsblad van de wijziging aan de statuten waartoe besloten werd door de buitengewone algemene vergadering van de aandeelhouders van 28 mei 2013, maar zullen kunnen hernieuwd worden, samen of afzonderlijk, overeenkomstig de wettelijke beschikkingen. In geval van verwervingen of vervreemdingen verricht overeenkomstig de alinea's die voorafgaan, moet de algemene vergadering die volgt door de raad van bestuur geïnformeerd worden over de redenen en het doel van de verrichte verwervingen en vervreemdingen, het aantal en de nominale waarde of, bij gebrek aan nominale waarde, over de fractiewaarde van de verworven of vervreemde effecten, de fractie van het kapitaal waarop is ingeschreven dat ze vertegenwoordigen, alsook over hun tegenwaarde.

De raad van bestuur is bovendien uitdrukkelijk bevoegd om, zonder voorafgaande machtiging van de algemene vergadering, de aandelen van de vennootschap te vervreemden opgenomen in de eerste markt van een effectenbeurs of in de officiële notering van een effectenbeurs gelegen in een Lidstaat van de Europese Unie."

. Na te hebben vastgesteld dat het drie vierden van de stemmen moet verenigen om te worden aangenomen, legt de Voorzitter dit voorstel ter stemming.

Dit voorstel behaalt:

- 10.122.725 stemmen voor,
- 1.957.113 stemmen tegen en
- 0 onthoudingen

en wordt aangenomen.

ZEVENDE BESLUIT.

De vergadering onderzoekt het voorstel dat het voorwerp van het

zevende besluit uitmaakt om aan de Raad van Bestuur van de Vennootschap de bevoegdheid te verlenen, met mogelijkheid tot sub-delegatie, om gedurende een termijn van vijf jaar eigen aandelen van de Vennootschap te verwerven zolang de fractiewaarde van de in portefeuille gehouden aandelen van de Vennootschap niet hoger is dan 20% van haar geplaatst kapitaal, tegen een eenheidsprijs die niet lager mag zijn dan 20% onder het gemiddelde van de twintig laatste slotkoersen op Euronext Brussels voorafgaand aan de datum van verwerving, en niet hoger dan hetzelfde gemiddelde vermeerderd met 20%. Binnen de wettelijke voorwaarden geldt deze machtiging voor alle verwervingen onder bezwarende titel in de meest ruime betekenis, op of buiten de beurs. Deze machtiging vervangt en annuleert de inkoopmachtiging verleend door de Buitengewone Algemene Vergadering van 16 juni 2009, met ingang vanaf de datum waarop het besluit in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

Na te hebben vastgesteld dat het drie vierden van de stemmen moet verenigen om te worden aangenomen, legt de Voorzitter dit voorstel ter stemming.

Dit voorstel behaalt:

- 10.829.358 stemmen voor,
- 1.250.480 stemmen tegen en
- 0 onthoudingen

en wordt aangenomen.

ACHTSTE BESLUIT.

De vergadering onderzoekt het voorstel dat het voorwerp van het achtste besluit uitmaakt tot diverse louter formele wijzigingen van de statuten, onder andere om voor elk artikel een titel te vermelden.

Na te hebben vastgesteld dat het drie vierden van de stemmen moet verenigen om te worden aangenomen, legt de Voorzitter dit voorstel ter stemming.

Dit voorstel behaalt:

- 11.642.523 stemmen voor,

- 437.315 stemmen tegen en

- 0 onthoudingen

en wordt aangenomen.

en wordt aangenomen.

RECHT OP GESCHRIFTEN (Wetboek diverse rechten en taken)

Het recht bedraagt 95,00 euro.

De zitting wordt gesloten.

Van al het voorgaande hebben wij dit proces-verbaal opgemaakt,
datum en plaats als hierboven.

Na voorlezing dezer, hebben de Voorzitter, de secretaris, de stemopnemers en de aandeelhouders die zulks verlangden met ons, notaris, getekend.

Volgen de handtekeningen.

Geregistreerd zestien bladen, geen renvoeien, op het 3e Registratiekantoor van Brussel, op dertig mei 2013, boek 88, blad 99, vak 17.

Ontvangen vijftientig euro.

Voor de Ontvanger, (getekend) S. GERONNEZ-LECOMTE.

BIJLAGEN

[illegible]